

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Kathryn Keller. 1994. *Mothers and Work in Popular American Magazines*. Westport, Conn., Greenwood Press.

par Renée B.-Dandurand

Lien social et Politiques, n° 36, 1996, p. 157-158.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/017722ar>

DOI: 10.7202/017722ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

théoriques. Elle se demande si le *Pregnancy Discrimination Act* a aidé les travailleuses enceintes ou leur a nuï. Elle examine les limites et les possibilités qu'offre une mesure neutre du point de vue du genre, telle que le *Family and Medical Leave Act*. Au plan théorique, elle recense les modèles théoriques articulés dans le débat autour de la politique de maternité. Elle examine les efforts qui ont été faits pour théoriser la spécificité du genre dans une voie qui se situerait au-delà de l'opposition égalité-différence, et constate qu'ils continuent à s'inscrire dans des conceptions dichotomisantes. Enfin, développant une argumentation fouillée, elle se prononce en faveur de nouvelles politiques telles que l'équité salariale et le *Family and Medical Leave Act*, basées sur un traitement non dichotomique de l'égalité et de la différence qu'elle appelle « considération différentielle ».

Marie-Hélène Saint-Pierre
Université de Montréal

• Eileen BORIS. 1994. *Home to Work : Motherhood and the Politics of Industrial Homework in the United States*. Cambridge, Cambridge University Press.

Cet ouvrage retrace l'histoire du travail à domicile aux États-Unis à la fin du XIXe siècle et au XXe siècle. Le sujet n'est pas abordé sous l'angle de l'histoire économique ou sociale. L'auteure nous convie plutôt à la découverte du travail (industriel) à domicile par le biais des tentatives répétées pour l'abolir ou le réglementer. Les intérêts et arguments des participants au débat, employeurs, syndicalistes, réformateurs masculins et féminins, administrateurs gouvernementaux, sont mis en évidence et permettent de reconstituer le discours public entourant le travail à domicile. Si les points de vue des uns et des autres sont souvent opposés, changeants, un fil directeur se dégage toutefois. En effet, selon la vision académique aussi bien que populaire, le foyer occupe une place à part, séparée du monde du travail. En déplaçant l'usine ou le bureau au foyer, le travail à domicile remet en question ce dualisme, alors même que sa persistance en dépend. Car derrière le travail à domicile se cachent la division sexuelle du travail, qui assigne le soin des enfants et l'entretien domestique aux femmes, et la construction du genre (« gender »), en vertu de laquelle la

position subordonnée des femmes dans la famille et sur le marché de l'emploi est considérée comme « naturelle ». Dès lors que la plupart des participants au débat adhéraient à cette vision, le genre a fourni un langage à travers lequel se sont affrontées les forces sociales, économiques et politiques. L'histoire du travail à domicile et ses réglementations illustrent ainsi la construction du genre et sa présence (*gendering*) dans l'action de l'État.

Le livre est divisé en quatre parties qui marquent, à travers des études de cas représentatifs, les principaux points tournants de l'évolution des politiques du travail à domicile.

Le travail à domicile a débuté aux États-Unis en même temps que le capitalisme industriel. Au départ non nécessaire à la survie, le travail à la pièce offert aux femmes des régions rurales leur permettait, même s'il était peu payé, de participer à l'économie de consommation tout en s'acquittant de leurs responsabilités familiales. Mais dans les villes, le travail à domicile devient vite le reflet de l'incapacité des hommes à gagner un salaire familial, un salaire suffisant pour faire vivre femme et enfants. Les employeurs ont profité de ce besoin de travailler des mères et de l'idéologie du genre pour intensifier le travail à domicile. C'est ainsi que vers la fin du XIXe siècle s'enclenche une longue lutte visant, ultimement, à faire interdire le travail à domicile. Pressions morales d'abord, demandes d'actions législatives et judiciaires pour l'abolition du travail à domicile au début du XXe siècle, coalition exigeant un meilleur encadrement de cette pratique à l'époque du « New Deal » sont quelques-unes des voies d'action qui ont jalonné le parcours. Les syndicalistes masculins protestèrent contre une forme de travail qui exerçait des pressions à la baisse sur les salaires plus élevés des travailleurs organisés des usines ; les réformatrices et leurs alliés syndicalistes dénoncèrent les conditions insalubres dans lesquelles s'effectuait la fabrication des produits à domicile ; on invoqua la justice et les droits des travailleurs et, en arrière-plan, le caractère sacré de la maternité.

Au début des années 1940, le *Fair Labor Standards Act* constitue le point culminant de cinquante années de lutte. Cette loi, sans clore les débats visant à clarifier le statut des travailleurs et travailleuses à domicile, établit des normes

minimales pour le travail à domicile — salaire, nombre d'heures, limitation du travail des enfants —, instaure des contrôles administratifs et prohibe cette pratique dans certains secteurs de l'industrie. Sous l'administration Reagan dans les années 1980, le travail à domicile sera partiellement déréglementé. En s'appuyant sur les droits des femmes, dont celui de gagner un salaire dans leur propre foyer, on présente le travail à domicile comme une solution au dilemme emploi-famille de notre temps ; certains voient cependant dans cette intervention de l'État une occasion qu'a saisie l'administration républicaine de démanteler l'héritage de la réglementation du New Deal.

Cet ouvrage, abondamment documenté, présente une vue très détaillée de l'histoire du travail à domicile aux États-Unis. Dans le contexte actuel, il est intéressant à plus d'un titre. En effet, le travail à domicile, en plaçant les mères et leur participation à l'emploi salarié au centre du débat, rejoint les préoccupations contemporaines concernant l'emploi et la famille. L'examen attentif que fait Mme Boris du rôle des acteurs dans le débat autour du travail à domicile ne peut donc qu'alimenter la réflexion de tous ceux et celles qui s'intéressent à la question plus large de la conciliation des obligations professionnelles et familiales.

Marie-Hélène Saint-Pierre
Université de Montréal

• Kathryn KELLER. 1994. *Mothers and Work in Popular American Magazines*. Westport, Conn., Greenwood Press.

Dans la foulée des années Reagan, le vent de conservatisme qui a soufflé sur la société étatsunienne a bousculé plusieurs acquis sociaux des années 1960 et 1970, en particulier ceux qu'avait obtenus le Mouvement des femmes (droit à l'avortement, *Equal Rights Amendment*, etc.). Tandis que les féministes déployaient la plus grande part de leur énergie pour défendre le droit à l'avortement contre les adeptes du *Profile*, les attaques conservatrices contre le travail rémunéré des mères, plus subtiles, empruntaient le courant *Pro-Family*, qui, sous prétexte de construire une société plus morale et de sauvegarder l'intérêt des enfants, enjoignait les mères à quitter le marché du travail et à regagner le foyer familial.

L'importance d'un tel courant s'est affirmée depuis la décennie 1980 et la prépondérance du « discours familial » dans la campagne électorale de 1996 témoigne de son hégémonie dans les États-Unis de cette fin de siècle.

Paradoxalement, cependant, nous n'avons pu trouver aucun ouvrage récent qui présente une analyse critique du courant *Pro-Family*. Toutefois, le livre de Kathryn Keller, sans y être spécifiquement consacré, retrace de façon éloquent l'action qu'ont menée les forces conservatrices pendant les années 1980 pour inciter les mères à se consacrer plus exclusivement à leurs enfants.

L'ouvrage s'ouvre sur des données statistiques révélatrices de tout le contexte nord-américain du dernier demi-siècle : entre 1950 et 1994, le pourcentage de mères d'enfants de moins de six ans inscrites sur le marché du travail est passé de 12 à 75 pour cent. Cette évolution rapide a bien entendu impliqué des changements fondamentaux dans la famille et la définition des rôles sexuels, et l'intention de l'auteure est de comprendre comment les idéologies qui rationalisaient le développement de ces nouvelles circonstances de la vie familiale ont pu déboucher sur un consensus public et comment les nouveaux rôles des femmes ont pu être publiquement légitimés. C'est par le biais de l'analyse de contenu des magazines féminins les plus populaires aux États-Unis que Keller entend répondre à ces questions : *Ladies' Home Journal*, *McCalls* et *Good House-keeping*, revues comptant chacune un lectorat de plus de cinq millions de personnes, et *Parents*, qui atteint 1,5 million de lecteurs. L'analyse couvre une période de 40 ans (1950 à 1989).

Pendant les années 1950, le rôle de femme au foyer est encore considéré comme acceptable pour les femmes de la classe moyenne. Les magazines traitent à l'occasion du travail rémunéré des mères : il est considéré comme un signe de mésadaptation personnelle ; il est nocif pour les enfants, pour la société. La décennie 1960 inaugure les années d'interrogation. C'est la montée du féminisme (le livre de Betty Friedan paraît en 1963). L'activité professionnelle des mères commence à être admise, non pour des motifs de satisfaction personnelle, mais pour le bien-être des membres de la famille. Puis, durant les années 1970, les magazines féminins mettent la mère tra-

vaillante « sur un piédestal », selon l'expression de Keller. Considéré comme tout à fait légitime, le travail procure aux femmes un sentiment d'accomplissement personnel qui fait d'elles des mères plus attentives et plus stimulantes pour leurs enfants. Mais si cette orientation des femmes vers le marché du travail a son impact sur la vie familiale (participation accrue des enfants aux tâches domestiques, apparition du « nouveau père », plus présent aux enfants), les rôles masculins et féminins ne sont pas présentés comme fondamentalement changés : la mère conserve la responsabilité première de la maisonnée.

Les années 1980 marquent un retournement de la situation : « *The working woman who was the darling of the 1970's, became in the 1980's an appellation for a syndrome* » (p. 139). Alors que 45 pour cent des mères de jeunes enfants sont en emploi, les magazines féminins s'adressent simultanément à deux catégories de lectrices : les mères au foyer et les mères au travail. On leur fait comprendre que le soin et l'éducation des enfants comportent de telles exigences que seule une mère au foyer peut s'en acquitter. Les systèmes de garde sont présentés comme inadéquats : le développement des enfants n'y est pas assuré de façon optimale, les conditions sanitaires des établissements laissent à désirer, etc. Les mères au travail sont incitées à restreindre leurs aspirations, tant pour ce qui est de la vie domestique que pour ce qui est de la carrière. La double tâche est lourde mais il est tout à fait possible de s'en acquitter pour peu qu'on soit « raisonnable » : on suggère aux femmes d'envisager un emploi à temps partiel, voire à domicile, de demeurer à la maison après les naissances, bref d'emprunter une voie plus lente (*Mammy's Track*) pour avancer dans leur carrière. Les solutions proposées pour concilier maternité et travail sont toujours privées et relèvent de l'initiative des mères ; très peu d'articles suggèrent la revendication de meilleures conditions de travail ou d'un système de garde et d'accueil des enfants plus adéquat...

Largement alimentés par les experts des sciences humaines et de la pédiatrie, pendant la décennie 1980, c'est un double discours que tiennent les magazines féminins : cherchant à justifier deux styles de vie, celui de la mère travailleuse et celui de la mère au foyer, ils offrent à

leurs lectrices, dans un même numéro, un message tout à fait ambivalent, à l'image peut-être de la réalité, où les femmes s'obstinent à demeurer actives dans la sphère publique, malgré un système idéologico-politique conservateur qui cherche à reporter sur la famille et sur la sphère privée l'allégement souhaité des responsabilités de l'État.

Renée B.-Dandurand
INRS-Culture et société

• Diane SAINSBURY, éd. 1994.
Gendering Welfare States. Sage Publications.

L'analyse comparée des « régimes d'État providence » a connu un développement remarquable ces dernières années. Diane Sainsbury nous propose dans cet ouvrage collectif de faire le point sur les critiques formulées à l'égard des principales classifications ou typologies des États providences par les études féministes et par ceux qui adoptent l'angle du « genre » pour analyser le développement et les variations des dispositifs de protection sociale. En cela, elle invite à dépasser un clivage qui stérilisait le débat scientifique. Les contributions sont issues d'un atelier de l'*European Consortium for Political Research*, tenu à Leiden en 1993.

Dans les années 1970 et 1980, la plupart des travaux comparatifs sur le développement des États providences ont privilégié les déterminants politiques, en particulier le rôle des mouvements sociaux, ou plutôt de l'organisation et de la mobilisation des salariés (*Power Resources Approach*). Ces travaux se réfèrent à plusieurs unités d'analyse : l'individu, la classe sociale, le groupe professionnel, la génération, le ménage, mais négligent la catégorie du « genre ». Dans cette perspective, encore largement dominante, qui attribue au *Welfare State* une fonction de régulation de l'économie et de transformation de la stratification sociale ou de la structure des classes sociales, l'une des références majeures de ces dernières années est manifestement le travail de G. Esping-Andersen. Plusieurs chapitres du recueil abordent donc la discussion en partant de cette contribution (Bussemaker et van Kersbergen, Borchorst, Gustafsson, Daly). Ils proposent une nouvelle lecture de la *de-commodification* (démarchandisation) de la force de travail, notion centrale dans l'ouvrage d'Esping-Andersen, en mon-